

cédé, ce que l'Ontario a cédé. Dites-moi simplement ce qu'ils ont cédé. Je peux vous dire ce que la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba ont cédé. Ils ont renoncé à leur représentation à la Chambre des communes et à un Sénat efficace. Voilà ce qu'ils ont cédé. Ils ont donné ou vont donner à jamais au Québec 25 p. 100 des voix à la Chambre des communes, même si la Colombie-Britannique aura une population plus nombreuse que le Québec à l'avenir. C'est ce que nous allons devoir dire à la population de la Saskatchewan. Oui, tout le monde a cédé un peu, mais pas, les autres provinces, l'Ontario et le Québec.

Les provinces de l'Atlantique ont cédé un peu. Je vais vous dire le peu qu'elles ont cédé. Elles ont donné à l'Ontario et au Québec de nouveaux sièges à la Chambre des communes. Les sièges supplémentaires qu'elles ont cédés à l'Ontario et au Québec sont plus nombreux que ceux qu'elles détiennent actuellement. Pourtant, elles disent: «C'est très bien. Nous accepterons cela. C'est équitable.»

En réalité, comme nous disons chez nous, l'Ontario et le Québec ont tété aux tétines de derrière pendant toutes ces années et pas la Saskatchewan ni l'Alberta. Nous n'avons rien fait de tel. C'est l'Ontario qui a été traitée si mal pendant toutes ces années, traitons-la donc juste un peu mieux.

Je peux comprendre pourquoi Getty est rentré chez lui et que quelques jours plus tard, après avoir déclaré aux habitants de sa province «qu'il avait obtenu ce qu'il voulait», il ait annoncé sa démission comme chef du parti. Je peux comprendre ça. Comment arriver à faire accepter une telle idée aux habitants de l'Alberta?

Au moment du vote, je vais voter «non», pour la raison suivante. Je pense que le Parti conservateur de ce pays, le Parti libéral de ce pays et le Nouveau Parti démocratique de ce pays ont trahi l'ouest du Canada. La voix que nous entendons est celle de la trahison. C'est un fait. C'est ce qui est arrivé. Nous avons dit, en haussant les épaules: «Approuvons tacitement ce référendum et amenons la population canadienne à voter »oui«. Nous déciderons ensuite de la façon de partager le gâteau.»

Le vote va passer aujourd'hui. Ce n'est une surprise pour personne. Cependant, je ne pense pas que le vote passera au moment du référendum, parce que je vois d'ici la lame de fond que cela va déclencher en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Je vois d'ici cette lame de fond, et je ne crains pas ce qui pourrait suivre.

Je vous dis ceci: Nous ne craignons pas que cette question puisse causer l'éclatement du Canada.

● (1810)

Rappelez-vous, honorables sénateurs, ce que nous avons fait au Canada. En l'espace de 115 ans—non pas 125 mais bien 115, car il ne faut pas compter les dix dernières années qui ont été déplorables —, avec environ 16 millions d'habitants, en gros, nous avons bâti le plus merveilleux pays au monde. En fait, le Canada était deuxième au monde pour ce qui est du niveau de vie. Nous avons réussi cela parce que nous étions fiers d'être canadiens et que les provinces canadiennes étaient sur un pied d'égalité.

Sommes-nous conscients de ce que nous avons fait, honorables sénateurs? Paul Martin en a été l'un des architectes.

[Le sénateur Sparrow.]

Nous sommes les deuxièmes au monde pour ce qui est de la qualité de vie. Nous avons fait en sorte d'améliorer le sort des pauvres et de favoriser l'égalité au sein de la structure économique. Nous sommes en train de perdre rapidement tout cela, cela ne fait que commencer si nous donnons encore plus de pouvoir à l'Ontario et au Québec.

Les Canadiens souhaitent le libre-échange entre nos provinces. On n'y fait même pas allusion dans l'entente dont nous sommes saisis. Si l'Ontario veut empêcher l'entrée des produits de la Saskatchewan, elle peut encore le faire, c'est possible. On ne saurait tolérer cela. Ce n'était là qu'une de nos demandes et elle n'est pas satisfaite.

Ce n'est pas une bonne donne pour les provinces de l'Ouest. Je dirai à tous ceux qui veulent m'entendre que ce n'est pas une bonne donne pour la Saskatchewan. Je ne veux pas que le Québec se sépare du Canada. Je ne crois pas qu'il le fera. Mais l'enjeu qui nous occupe ne devrait pas influencer sur sa décision de se séparer ou non.

Son Honneur le Président suppléant: Honorables sénateurs, il est 18 heures. Le Règlement prévoit que le Président quitte le fauteuil jusqu'à 20 heures, à moins que les honorables sénateurs souhaitent qu'on ne tienne pas compte de l'heure.

Le sénateur Lynch-Staunton: Je demande le consentement pour qu'on ne tienne pas compte de la pendule et que les débats se poursuivent.

Le sénateur Molgat: D'après le nombre de ceux qui ont indiqué leur intention de participer au débat, je crois que nous pouvons terminer à une heure raisonnable ce soir, plutôt que de devoir revenir plus tard.

Son Honneur le Président suppléant: Y a-t-il consentement, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

L'honorable Dan Hays: Honorables sénateurs, je désire prendre part au débat. Je serai bref.

L'ouest du Canada est l'une des régions du Canada qui seront le plus affectées par certains éléments de l'entente constitutionnelle sur laquelle nous sommes appelés à nous prononcer aujourd'hui. Que nous le voulions ou non, nous sommes concernés par la campagne référendaire. Nous devrions donc élaborer une prise de position.

Ma dernière intervention au sujet de la question constitutionnelle portait sur le rapport Beaudoin-Dobbie. J'avais prononcé un long discours sur la réforme du Sénat, en prenant le Sénat australien comme point de comparaison. Je crois en effet que le cas de l'Australie est pertinent. L'Australie est une démocratie parlementaire dont le Sénat élu joue un rôle législatif important. J'ai pensé que ce serait un bon point de départ pour nous.

Je voudrais d'abord dire quelques mots au sujet du processus référendaire. Je dirai simplement que je suis heureux que nous tenions un référendum. Je votais en faveur de la tenue d'un référendum. J'ai écouté parler ceux qui ont des réserves, en particulier le sénateur Stewart. Je partage ses craintes concernant la possibilité qu'un «non» soit mal interprété, surtout au Québec, et que ce ne serait pas une bonne idée. Quoi qu'il